**ARRETE PLACANT EN DISPONIBILITE D’OFFICE POUR RAISON DE SANTE**

**Monsieur *(ou Madame) …, (grade) …***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret 60-58 du 11 janvier 1960 modifié relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics n’ayant pas le caractère industriel ou commercial,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 87-602 du 30 Juillet 1987 modifié, relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux et notamment ses articles 16, 17, 30, *(ou 31, 32 et 37 en cas de longue maladie ou de maladie de longue durée)*

***(Le cas échéant pour un agent à temps non complet à + 28 heures)***

*Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,*

Vu l’arrêté en date du … plaçant Monsieur *(ou Madame) …* en congé de maladie ordinaire (ou de longue maladie ou de longue durée) du … au …, *(éventuellement) prolongé du … au… (viser les arrêtés de prolongation)*,

Considérant que la dernière période d'attribution du congé de maladie ordinaire *(ou de longue maladie ou de maladie de longue durée)* au bénéfice de Monsieur *(ou Madame) …* est arrivée à échéance le …

Vu l'avis du conseil médical en date du ...,

Vu l'invitation à présenter une demande de reclassement notifiée à Monsieur *(ou Madame)* … le ...,

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* …ne peut, dans l'immédiat, être reclassé*(e)*,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* …, né*(e)* le …, *(grade)* …, est placé*(e)* en position de disponibilité d’office pour raison de santé, conformément aux dispositions de l’article 19 du décret n° 86-68 susvisé, et ce pour une durée de ….

**Article 2 :**

Pendant cette période, Monsieur *(ou Madame) …* perd son droit à traitement et ses droits à l'avancement et à la retraite sont suspendus.

Toutefois, l’intéressé*(e)* pourra prétendre, à condition d’en remplir les conditions, au versement d’une prestation en espèce équivalente du régime général ou aux allocations d'assurance chômage.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services *(ou le Maire, la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 4 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Orléans dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de Loir-et-Cher et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,